

**ACCORD DU 11 FEVRIER 2025
PORTANT DETERMINATION DE LA VALEUR DE POINT POUR LE
CALCUL DE LA PRIME D'ANCIENNETE**

A COMPTE DU 1^{ER} MARS 2025

ALPES - MARITIMES

Entre :

L'UIMM Côte d'Azur, d'une part,

Et

Les organisations syndicales soussignées, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Les partenaires sociaux sont attachés à faire vivre le dialogue social et la négociation collective sur le département des Alpes-Maritimes, notamment en matière de rémunération.

A ce titre, les partenaires sociaux se sont réunis le 13 décembre 2024 et le 11 février 2025 pour partager une analyse de la situation économique et sociale, en vue de leur permettre de négocier la valeur de point pour le calcul de la prime d'ancienneté, conformément aux dispositions de l'article 142 de la convention collective nationale de la métallurgie du 7 février 2022 modifiée.

Le présent accord se substitue à l'accord du 11 juillet 2024.

Article 1. Champ d'application de l'accord

Le présent accord est conclu dans le champ d'application professionnel défini par l'article 2.1 de la Convention collective nationale de la métallurgie du 7 février 2022 modifiée. Il s'applique aux entreprises visées par celle-ci.

Sont concernés les salariés visés à l'article 142 de la Convention collective nationale de la métallurgie du 7 février 2022 modifiée.

Le présent accord, négocié au sein de la CPTN Côte d'Azur & Corse, telle que définie par l'article 21 et l'annexe 8.1 de la Convention collective nationale de la métallurgie du 7 février 2022 modifiée, est conclu dans le champ d'application géographique suivant : **le département des Alpes-Maritimes.**

Article 2. Détermination de la valeur de point

Conformément à l'article 142 de la convention collective nationale de la métallurgie du 7 février 2022 modifiée, la valeur de point pour le calcul de la prime d'ancienneté est fixée à cinq euros et six centimes d'euros (**5,06 €**).

La valeur du point négociée ci-dessus est applicable **à compter du 1^{er} mars 2025**.

Article 3. Durée de l'accord, entrée en vigueur et extension

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il entre en vigueur le lendemain de son dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du Travail, dans les conditions prévues à l'article L. 2231-6 du Code du travail.

Les signataires du présent accord conviennent d'en demander l'extension.

Article 4. Suivi de l'accord

Conformément à l'article 33 de la Convention collective nationale de la métallurgie du 7 février 2022 modifiée, le suivi du présent accord est assuré par la CPTN Côte d'Azur & Corse.

Article 5. Révision

Le présent accord peut être révisé à tout moment, par accord collectif conclu sous la forme d'un avenant.

Les organisations syndicales de salariés et les organisations professionnelles d'employeurs, habilitées à engager la procédure de révision, sont déterminées conformément aux dispositions légales.

Les conditions de validité de l'avenant de révision obéissent au régime déterminé par la loi.

Article 6. Dénonciation

Le présent accord peut être dénoncé, à tout moment, par les parties signataires dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires.

Article 7. Dispositions particulières aux entreprises de moins de 50 salariés

En application de l'article L. 2261-23-1 du Code du travail, les signataires du présent accord rappellent que le contenu de l'accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés, visées à l'article L. 2232-10-1 du Code du travail.

Article 8. Formalités de publicité et de dépôt

Le présent accord est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives, dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du Code du travail, et dépôt, dans les conditions prévues à l'article L. 2231-6 du même Code, auprès des services centraux du ministre chargé du Travail et du greffe du conseil de prud'hommes de Nice.

Nice, le 11 février 2025

Signataires :

FO

UIMM Côte d'Azur & Corse

CFE-CGC

CFDT

CGT

**BAREME DES PRIMES D'ANCIENNETE BASE 35H
A COMPTE DU 1^{ER} MARS 2025
Département des Alpes-Maritimes**

VALEUR DE POINT : 5,06 €

		Prime d'ancienneté base 35 h / semaine												
Groupe	Classe	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans	11 ans	12 ans	13 ans	14 ans	15 ans
A	1	22,01 €	29,35 €	36,69 €	44,02 €	51,36 €	58,70 €	66,03 €	73,37 €	80,71 €	88,04 €	95,38 €	102,72 €	110,06 €
	2	24,29 €	32,38 €	40,48 €	48,58 €	56,67 €	64,77 €	72,86 €	80,96 €	89,06 €	97,15 €	105,25 €	113,34 €	121,44 €
B	3	26,57 €	35,42 €	44,28 €	53,13 €	61,99 €	70,84 €	79,70 €	88,55 €	97,41 €	106,26 €	115,12 €	123,97 €	132,83 €
	4	29,60 €	39,47 €	49,34 €	59,20 €	69,07 €	78,94 €	88,80 €	98,67 €	108,54 €	118,40 €	128,27 €	138,14 €	148,01 €
C	5	33,40 €	44,53 €	55,66 €	66,79 €	77,92 €	89,06 €	100,19 €	111,32 €	122,45 €	133,58 €	144,72 €	155,85 €	166,98 €
	6	37,19 €	49,59 €	61,99 €	74,38 €	86,78 €	99,18 €	111,57 €	123,97 €	136,37 €	148,76 €	161,16 €	173,56 €	185,96 €
D	7	39,47 €	52,62 €	65,78 €	78,94 €	92,09 €	105,25 €	118,40 €	131,56 €	144,72 €	157,87 €	171,03 €	184,18 €	197,34 €
	8	44,02 €	58,70 €	73,37 €	88,04 €	102,72 €	117,39 €	132,07 €	146,74 €	161,41 €	176,09 €	190,76 €	205,44 €	220,11 €
E	9	50,09 €	66,79 €	83,49 €	100,19 €	116,89 €	133,58 €	150,28 €	166,98 €	183,68 €	200,38 €	217,07 €	233,77 €	250,47 €
	10	57,68 €	76,91 €	96,14 €	115,37 €	134,60 €	153,82 €	173,05 €	192,28 €	211,51 €	230,74 €	249,96 €	269,19 €	288,42 €